

**Convention collective départementale**

**IDCC : 1886. – BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Loire)**  
**(13 octobre 1995)**  
*(Bulletin officiel n° 1995-7 bis)*  
*(Étendue par arrêté du 1<sup>er</sup> mars 1996,*  
*Journal officiel du 19 mars 1996)*

---

**AVENANT N° 10 DU 12 MAI 2017**  
**RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS**  
**AU 1<sup>ER</sup> JUIN 2017**  
NOR : ASET1750668M  
IDCC : 1886

---

Entre  
FBTP Loire  
CAPEB 42  
D'une part, et  
UD CFTC  
CFDT Loire

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de la convention collective départementale du 13 octobre 1995, l'avenant n° 10 définit les valeurs des indemnités à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017. Il annule et remplace l'avenant n° 9.

**Indemnité de repas**

L'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

Cette indemnité est fixée suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017.

### **Indemnité de frais de transport**

L'indemnité de frais de transport a pour objet d'indemniser forfaitairement les frais de transport engagés quotidiennement par l'ouvrier pour se rendre sur le chantier avant le début de la journée de travail et pour en revenir à la fin de la journée de travail, quel que soit le moyen de transport utilisé.

Cette indemnité étant un remboursement de frais, elle n'est pas due lorsque l'ouvrier n'engage pas de frais de transport, notamment lorsque l'entreprise assure gratuitement le transport des ouvriers ou rembourse les titres de transport.

Les indemnités de frais de transport sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017.

### **Indemnité de trajet**

L'indemnité de trajet a pour objet d'indemniser, sous une forme forfaitaire, la sujétion que représente pour l'ouvrier la nécessité de se rendre quotidiennement sur le chantier et d'en revenir.

L'indemnité de trajet n'est pas due lorsque l'ouvrier est logé gratuitement par l'entreprise sur le chantier ou à proximité immédiate du chantier.

Les indemnités de trajet sont fixées suivant les montants figurant au tableau ci-dessous à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017.

### **Indemnités de petits déplacements**

(À compter du 1<sup>er</sup> juin 2017)

(En euros.)

Repas		10,00
Transport	1A	2,85
	1B	2,85
	2	5,79
	3	9,41
	4	13,23
	5	17,23
Trajet	1A	1,44
	1B	1,44
	2	2,93
	3	4,37
	4	5,90
	5	7,60

### **Article 2**

Les indemnités de petits déplacements fixés par l'avenant n° 10 ne pourront faire l'objet de dérogations, dans un sens moins favorable, par accord d'entreprise ou d'établissement.

### **Article 3**

Le texte du présent accord sera déposé à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi conformément aux dispositions du code du travail et fera l'objet d'une demande d'extension. Toute organisation syndicale, non signataire du présent accord, pourra y adhérer par simple déclaration à la DIRECCTE; elle devra également en aviser par lettre recommandée toutes les organisations syndicales signataires.

Fait à Saint-Étienne, le 12 mai 2017.

(Suivent les signatures.)